

Économie sociale et solidaire & ruralité(s)

En plaçant au cœur de son projet la question de la territorialisation de la valeur ajoutée et de la relocalisation des activités, en s'appuyant sur la coopération, sur des principes de lucrativité limitée et de gouvernance partagée, à travers les dynamiques et les innovations sociales qu'elle déploie, l'économie sociale et solidaire peut offrir une réponse durable aux défis des territoires ruraux. Ces derniers jouissent aujourd'hui d'une

attractivité indéniable, mais sont caractérisés par une faible densité de population qui pose des défis spécifiques auxquels l'ESS peut apporter des éléments de réponse.

Comment les conseils départementaux peuvent-ils favoriser le développement de dynamiques économiques territoriales solidaires ? Sur quels acteurs peuvent-ils s'appuyer ? Quels sont les points d'attention ?



Afin de contribuer au renforcement de l'ESS dans les territoires ruraux, le projet TRESSONS (Territoires ruraux et ESS : outils et nouvelles synergies) vise à en caractériser les apports et les conditions de développement, à permettre le partage d'expérience entre acteurs des territoires, et à analyser la manière dont le FEADER et les fonds européens sont ou pourraient être mobilisés.

Il est piloté par l'Avisé et le RTEs, et a bénéficié de 2018 à 2021 de l'appui du Réseau Rural National et le soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER). Il associe de nombreux partenaires.

4 grands champs d'action

- **Analyser** : étudier la place de l'ESS dans les territoires ruraux et ses conditions de pérennisation
- **Capitaliser** : analyser et promouvoir les initiatives réussies, outiller les réseaux du développement rural et de l'ESS à travers l'élaboration d'un kit de ressources pédagogiques
- **Accompagner** : impulser ou renforcer les coopérations entre acteurs ruraux, ESS et collectivités afin de créer des écosystèmes territoriaux d'accompagnement efficaces
- **Valoriser** : diffuser les enseignements du projet et créer un réseau de partage d'information ESS & ruralités.

De nombreux éléments issus de ce projet alimentent cette fiche.
Plus d'informations sur : <https://www.rtes.fr/le-projet-tressons>.

« Les acteurs de l'ESS redonnent de nouveaux espoirs aux territoires en marge de la mondialisation... L'ESS participe à un développement local endogène et qualitatif, qui permet aux territoires de trouver en leur sein l'énergie pour exister par eux-mêmes tout en remettant l'Homme au cœur de l'action économique ».



Jean Girardon,

Maire de Mont-Saint-Vincent (Saône-et-Loire), représentant de l'Association des Maires de France au Conseil supérieur de l'ESS jusqu'en 2021

1

L'ESS, une économie résiliente et porteuse d'innovations sociales

L'ESS joue un rôle important mais souvent méconnu dans les territoires ruraux. La coopération agricole et l'action sociale ont une place historique particulièrement importante, mais l'ESS s'est développée dans de nombreux autres secteurs d'activités : services à la personne, sports et loisirs, insertion socio-professionnelle ou culture par exemple.

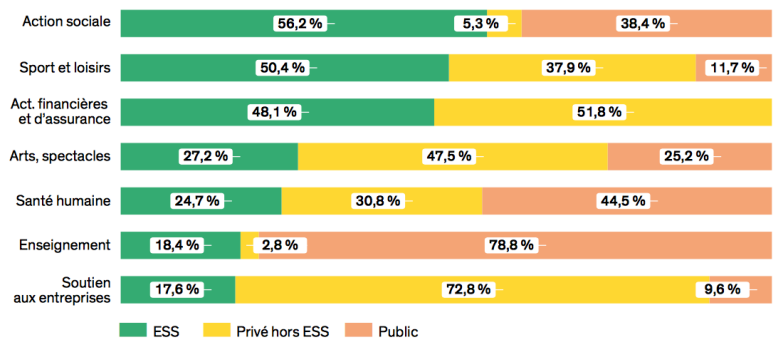
L'ESS REPRÉSENTE

17,7 %

DES EMPLOIS
PRIVÉS RURAUX

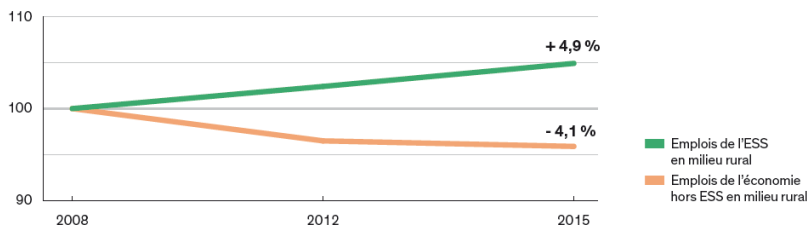
LES SERVICES DE PROXIMITÉ LARGEMENT INVESTIS PAR L'ESS

Dans les territoires ruraux, la part des effectifs de l'ESS est considérable au sein des domaines de **l'action sociale (56,2%)**, des **activités de sport et de loisirs (50,4%)** et des **activités financières et d'assurance (48,1%)**. En outre, la part de l'ESS dans le **secteur du commerce** (5,6% des emplois du secteur) est 3 fois plus importante qu'à l'échelle de la France.



GRAPHIQUE 2 —

Évolution comparée des effectifs salariés de l'ESS et ceux du reste de l'économie dans les territoires ruraux (indice base 100)



Source : Observatoire national de l'ESS - pour L'ESS dans les territoires ruraux - Avise/RTES - juin 2019.

Des emplois résilients : si la crise sanitaire actuelle a sans aucun doute eu un impact négatif en terme d'emploi, le nombre d'emplois dans l'ESS a augmenté de 2008 à 2015 (+ 4,9%) contrairement au reste de l'économie (baisse de 2,6% d'emplois dans le secteur privé hors ESS et baisse de 8,4% dans l'emploi public).

2

L'ESS, un partenaire privilégié des politiques publiques dans les territoires ruraux

Contribuer à la création d'emplois durables, répondre aux besoins des habitants et des territoires, favoriser la transition écologique et l'innovation dans les territoires, assurer une cohésion sociale et territoriale, autant de raisons qui expliquent la mise en place de politiques publiques de soutien à l'ESS (voir la fiche ^{n°2}). L'ESS peut ainsi être un acteur privilégié des politiques départementales en matière de solidarités humaines et territoriales.

En milieu rural, l'ESS peut répondre à deux autres enjeux plus spécifiques :

• L'ESS, une réponse à la faible densité du monde rural

La faible densité de population est une des caractéristiques majeures des territoires ruraux. Cela entraîne un désintérêt du secteur marchand (services à la personne, commerces, téléphonie,...) faute de rentabilité potentielle, et un retrait des services publics pour des raisons d'économie, avec comme conséquences désertification, dévitalisation des centres-bourgs, disparition des services publics, isolement des populations les plus fragiles. Les caractéristiques du modèle économique des structures de l'ESS (but non lucratif ou à lucrativité limitée, hybridation des ressources publiques et privées, mobilisation citoyenne via le bénévolat ou les finances solidaires, ...) leur permettent de développer et de pérenniser des activités.

• L'ESS, un facteur d'attractivité du territoire

L'attractivité du territoire, sa capacité à garder ses jeunes et à attirer de nouvelles populations, porteurs de projet, familles, sont une des conditions d'un développement durable du territoire.

Services de proximité, solutions de mobilité, activités culturelles et touristiques, autant d'activités développées par l'ESS qui contribuent à l'attractivité d'un territoire, et qu'un département peut favoriser.



Subvention, marché public, délégation de services publics, les modalités de contractualisation avec les acteurs de l'ESS sont multiples mais pas équivalentes (voir la fiche ^{n°4}).

Quelque soit la modalité retenue, le dialogue permanent avec les structures permet d'établir une relation de confiance dans la durée. Le département peut de plus apporter un appui et une ingénierie aux territoires sur les modes adaptés de contractualisation.

« Faciliter la coopération entre les territoires urbains et ruraux dans une perspective de développement réciproque et solidaire permet de répondre aux enjeux qui dépassent le périmètre institutionnel (mobilités, développement économique, tourisme,...), de mettre en valeur les interdépendances entre territoires et les "boucles vertueuses" de développement ».



Laurent Trogrlic,

Président de la communauté de communes du Bassin de Pompey, Secrétaire national de l'AdCF

© L'Est Républicain

Quelques exemples de dynamiques de l'ESS en milieu rural accompagnées par des départements

Agriculture et alimentation durable

Soutenir les producteurs locaux, préserver et faciliter l'accès au foncier, favoriser les installations atypiques, développer les circuits courts, par exemple au travers de la restauration collective, autant d'actions possibles des conseils départementaux pouvant s'appuyer sur de nombreux acteurs de l'ESS : **CUMA** (Coopératives d'Utilisation du Matériel Agricole), foncière solidaire **Terre de Liens**, structures d'insertion par l'activité économique, **SCIC L'Atelier Paysan**, **Coopérative d'Installation en Agriculture Paysanne**...

Lieux mutualisés et tiers-lieux

Fablabs, espaces de coworking, ateliers partagés, cafés associatifs, terres agricoles même dans certains cas, les formes des tiers-lieux sont multiples. Les tiers-lieux sont particulièrement adaptés en milieu rural, en permettant notamment de maintenir des actifs sur leur territoire de vie, et de développer des activités dans un cadre collectif. Ils peuvent bénéficier de soutiens publics à différents niveaux : fonds européens, appels à projets nationaux, financements régionaux, départementaux, bloc communal..., mais aussi d'aide en ingénierie, mise en relation,... Certains départements ont une politique de soutien aux tiers-lieux (voir fiche ^{n°17}).

Revitalisation des commerces

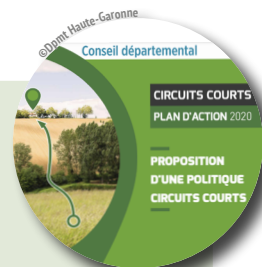
59% des communes rurales ne disposent plus d'aucun commerce de proximité. Ces commerces abandonnés participent à la dégradation de l'image et du dynamisme des communes, et ont un impact direct sur l'accès aux services et le lien social des habitants de ces territoires. S'appuyant sur une mobilisation des habitants et souvent en partenariat avec les collectivités, de nombreuses initiatives ESS parviennent à ouvrir et pérenniser des lieux désertés par le commerce traditionnel : bar associatif, épicerie et lieu multiservice, auberge, café-concert,...

Par exemple, le **département de Meurthe-et-Moselle** soutient les épiceries de son territoire grâce à la démarche [Bouge ton Coq](#).

Les caractéristiques de ces projets reposent souvent sur leur capacité à mobiliser des bénévoles et des financements solidaires, et sur une pluriactivité, facteur important de pérennisation de l'activité.

Le plan d'action circuits courts du département de Haute-Garonne

En 2020, suite à la crise Covid-19, le conseil départemental de Haute-Garonne a adopté un plan d'action circuits courts. À travers 3 axes et 7 actions, ce plan d'action 2020/2022 vise à favoriser la production locale, organiser les filières et démocratiser l'accès à l'alimentation locale. Le département propose ainsi de favoriser l'implantation d'espaces-test pour les agriculteurs et d'intervenir en appui aux EPCI à travers deux appels à projets pour favoriser l'émergence de filières courtes structurées. Un concours sur l'alimentation sociale et solidaire a par exemple été organisé pour accompagner les porteurs de projets cherchant de nouvelles solutions de distribution adaptées aux consommateurs.



Bouge ton Coq, le mouvement citoyen des territoires ruraux

Initiative nationale citoyenne qui œuvre en faveur de la ruralité, la démarche Bouge ton Coq vise à réunir des fonds pour des projets associatifs d'intérêt général dans les villages en faisant appel au mécénat d'entreprise, au don citoyen et aux subventions publiques. L'objectif est de financer la création d'épiceries citoyennes dans les communes de moins de 3 500 habitants.



Les actions du département d'Ille-et-Vilaine pour la revitalisation commerciale en milieu rural

Le département d'Ille-et-Vilaine s'engage depuis 2018 pour contribuer à la revitalisation des centres-bourgs avec l'ESS, en apportant un appui aux communes du département.

En partenariat avec le BRUDED (réseau d'échange d'expériences de développement local durable entre collectivités bretonnes), le département organise des visites d'initiatives collectives d'ESS, édite des fiches outils à destination des élu.e.s communaux, et un ouvrage dédié «Un café s'il vous plaît !». Il finance également l'ingénierie de démarches participatives en lien avec les pôles ESS, et des études de préfiguration et de faisabilité via un appel à projets. Le département insiste sur l'importance de la participation des habitants dès la conception des projets.



Transition énergétique

Les territoires ruraux sont particulièrement impliqués dans la transition énergétique, offrant un potentiel majeur de production d'énergies renouvelables grâce à de multiples ressources (forêt, vent, déchets agricoles...) et du foncier disponible. Ce potentiel ouvre perspectives économiques et perspectives de coopérations avec les territoires urbains, structurellement déficitaires en énergie et dépendants du reste du territoire.

Les départements ruraux souhaitant s'engager dans la transition énergétique peuvent ainsi s'appuyer sur les acteurs de l'ESS, notamment dans la définition de leur politique énergétique (ils ont compétence depuis 2010 pour la production d'énergies renouvelables), ou lorsqu'ils souhaitent aider au développement de projets de production d'énergies renouvelables citoyens. Le réseau **Energie Partagée** peut apporter un appui aux collectivités souhaitant accompagner ces projets.

Mobilité soutenable

L'accès à une mobilité soutenable est un enjeu en matière d'inclusion économique, sociale et territoriale, mais aussi un défi écologique et de santé publique.

Des plateformes de mobilité solidaire, telles **Dromolib** dans la Drôme, des plateformes coopératives de covoiturage, des auto-écoles sociales, des ateliers vélos,... autant d'acteurs partenaires importants des collectivités. Les départements sont particulièrement concernés par la mobilité des allocataires du RSA et des jeunes.

Plusieurs leviers d'actions possibles :



Apporter un **appui** et une **ingénierie** aux collectivités locales en milieu rural en matière d'ESS

Faire connaître les acteurs et structures de l'ESS (par exemple les SCIC ou les groupements d'employeurs), favoriser le partage d'expériences entre collectivités, réaliser des documents ressources...



Mettre en place des **dispositifs d'ingénierie et de financement** à destination des collectivités en milieu rural

Par exemple au travers d'appels à projets à destination des territoires intégrant la participation citoyenne, comme ceux du département d'Ille-et-Vilaine concernant la revitalisation des centres bourgs par l'habitat, ou l'amélioration de l'accessibilité des services au public...



Inscrire l'ESS dans les outils de **contractualisation** du territoire

Et associer les acteurs de l'ESS aux instances de concertation, par exemple dans le cadre du programme Leader, d'un Programme Alimentaire Territorial,...



Financer les activités ou faire appel aux services des acteurs de l'ESS

Mais aussi faciliter l'émergence de projets, par une posture d'écoute et de mise en confiance, mobiliser l'ingénierie de la collectivité, par exemple pour répondre à un appel d'offres, valoriser les initiatives locales, apporter un appui logistique (mobilier, signalétique,...).



Connaître et faire connaître les acteurs de l'**accompagnement** et du **financement** des activités d'utilité sociale et environnementale

Sourcer les acteurs et dispositifs d'accompagnement et organiser le parcours d'appui des projets.



Faciliter l'accès au **foncier**, agricole ou à usage de locaux

Identifier le foncier appartenant à la collectivité ou disponible sur le territoire, prendre des parts dans des foncières solidaires en SCIC,...

Ressources pour aller plus loin

- Les travaux réalisés dans le cadre du [projet TRESSONS](#) mené par le RTES et l'Avisé depuis 2018 et notamment la vidéo TRESSONS [Les atouts de l'ESS pour les territoires ruraux](#) et l'étude [L'ESS dans les territoires ruraux](#), Observatoire national de l'ESS - CNCRESS pour RTES/Avisé, 2019
- Guide [Comment créer un tiers-lieux rural ?](#), Familles Rurales, 2020
- [L'Institut des Territoires Coopératifs](#), centre ressources sur la coopération

